Logo CFDT

[COMMUNIQUE INTERSYNDICAL] Le gouvernement du Qatar ne mérite pas de présider la conférence de l’OIT

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC et l’UNSA tiennent à exprimer leur mécontentement face à la confirmation de la présidence de la conférence internationale du travail par le Qatar qui ouvre aujourd’hui ses travaux.

Avec six conventions ratifiées sur 190, le Qatar figure parmi les derniers pays du monde en termes de couverture par les normes internationales du travail, notamment par les conventions fondamentales sur les libertés syndicales et le droit à la négociation collective. Le Qatar n’a pas réellement renoncé à la Kafala, ce système qui met les travailleurs à la merci de leurs employeurs avec l’impossibilité de changer d’emploi, les enchainant à leur poste de travail.

Par ailleurs, l’Emirat du Golfe se moque des règles tripartites qui régissent le fonctionnement de l’OIT : en lieu et place de représentants des travailleurs issus de syndicats librement constitués, le Qatar envoie à Genève la direction d’entreprises qataris pour siéger au sein du groupe des travailleurs !

Depuis plusieurs années, la Confédération Syndicale Internationale alerte sur le danger de confier les rênes de la conférence à un Etat parmi les plus éloignés d’une application pleine, entière et sincère des normes internationales du travail. Dans son courrier au

Directeur général du BIT, Luc Triangle, secrétaire général de la CSI écrivait ainsi : « Nous sommes très préoccupés par la proposition de présidence Qatari de la CIT en raison des rapports selon lesquels la mise en oeuvre des réformes du travail convenues avec l'OIT et ses mandants en novembre 2017 n'a pas été suffisamment efficace, et nous sommes également extrêmement préoccupés par les allégations selon lesquelles des tentatives ont été faites pour influencer les décideurs de l'Union européenne d'une manière tout à fait inappropriée ».

Lors de son récent congrès à Berlin, la CES a également adopté une résolution dénonçant la perspective d’une présidence qatarie de la conférence, en raison de l’incapacité du Qatar à observer et respecter sincèrement et pleinement les normes internationales fondamentales du travail.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC et l’UNSA s’offusquent de cette présidence qatarie et demandent que de réelles exigences soient fixées à ce pays pour qu’il respecte les normes et standards de l’OIT.

pas content
Documents
Communiqué Intersyndical Le gouvernement du Qatar ne mérite pas de présider la conférence de l’OIT